



Société & Solidarités

ÉDUCATION

Les lycéens veulent l'égalité face aux études

L'intersyndicale lycéenne appelle à une journée d'action le 15 mars prochain, face aux réformes du bac et de l'accès à l'université, qui risquent de creuser les inégalités,

Va-t-on vers un système d'accès à l'enseignement supérieur de plus en plus inégalitaire ? C'est la conviction des organisations lycéennes réunies hier en intersyndicale pour appeler à une journée d'action le 15 mars prochain. Dans leur ligne de mire, la réforme du bac et la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (ORE), qui introduit une forme de sélection à l'entrée à l'université par le biais des prérequis exigés par la plateforme d'inscription Parcoursup. « Cette modification du bac s'emboîte dans Parcoursup puisqu'elle introduit au niveau du lycée des spécialités qui seront ensuite nécessaires à l'entrée à l'université », détaille Thomas

Le Corre, porte-parole du Syndicat général des lycéens (SGL).

Le problème, c'est que ces spécialités ou options ne seront pas également accessibles à tous. « Parce qu'elles sont coûteuses à mettre en place et qu'il n'y a pas de moyens spécifiques dégagés, certaines options qui seront valorisées par des universités ne seront accessibles que dans les lycées cotés des centres-villes, voire dans le privé. Cela va créer une inégalité avec les lycéens des établissements ruraux et des périphéries, qui risquent de se trouver face à des options limitées au moment de leur entrée à l'université », renchérit Lisa Belabed, porte-parole de la Fidl. Autre sujet d'inquiétude, la multiplication des options « risque de favoriser les élèves qui seront les mieux armés, ceux dont

les parents vont comprendre le système et seront à même de faire des choix stratégiques pour aller vers les filières les plus cotées », s'alarme Lina N'gazi, secrétaire nationale de l'Union nationale lycéenne-Syndicale et démocratique (UNL-SD).

Tous appellent à une journée d'action pour empêcher la mise en application de la loi et regrettent l'occasion perdue par le gouvernement : « C'est une réforme qui ne change pas le système, ne réfléchit pas sur la pédagogie et ne cherche pas à faire progresser les élèves », résume Clara Jaboulay, présidente de l'Union nationale lycéenne (UNL). Son seul objectif, c'est de savoir comment on va sélectionner à l'entrée à l'université. » ●

CAMILLE BAUER